

EN CHIFFRES

## « Les chiffres sont alarmants » : les dettes publiques au plus haut depuis la Seconde Guerre mondiale

Les économistes du FMI sonnent l'alarme face à la dégradation quasi générale des comptes publics dans le monde. Et la guerre au Moyen-Orient vient percuter un peu plus des finances publiques déjà fragiles.



La hausse des taux d'intérêt obligataires fragilise un peu plus la viabilité des finances publiques dans le monde, selon le FMI. (Photo iStock)

Par **Richard Hiault**

Publié le 15 avr. 2026 à 17:37 | Mis à jour le 15 avr. 2026 à 17:52

Ce n'est pas la première fois, mais la crise s'aggrave. Depuis plusieurs années, le Fonds monétaire international (FMI) n'a pas cessé de tirer la sonnette d'alarme sur l'évolution de l'endettement des Etats dans le monde. Et cette année ne fait pas exception.

La guerre au Moyen-Orient **n'améliore pas la situation**, surtout si elle perdure. La hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires vient relancer le débat sur les soutiens budgétaires à mettre en place pour aider ménages et entreprises. L'institution multilatérale n'a rien contre de telles mesures. Mais elles doivent être temporaires et cibler davantage les entreprises et les ménages les plus exposés, demande-t-elle.

### **Dette américaine fragilisée**

Durant la pandémie de Covid-19, « de nombreux pays ont mis en place des filets de sécurité sociale efficaces ; ces mécanismes peuvent - et devraient - être réutilisés », conseille le Fonds. En revanche, « les mesures générales telles que **les subventions aux carburants**, bien que politiquement attrayantes, sont coûteuses, mal ciblées, difficiles à

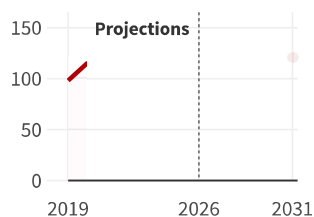
inverser et incitent à une consommation accrue lorsque l'offre est limitée, ce qui fait grimper encore davantage les prix mondiaux », prévient l'institution.

Le conflit dans le golfe Persique intervient alors que « les chiffres sont alarmants », commente sur un blog, Rodrigo Valdés, le directeur des affaires budgétaires au FMI. La dette publique mondiale a atteint près de 94 % du PIB en 2025 et, si aucune mesure correctrice n'est prise, elle atteindra 100 % d'ici à 2029. C'est un niveau qui n'avait été atteint qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

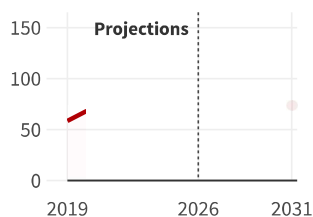
## Les dettes des pays riches et émergents

Dette publique, en % du PIB

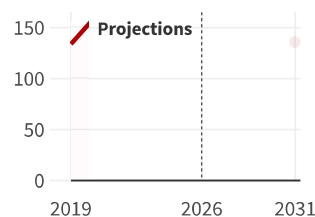
France



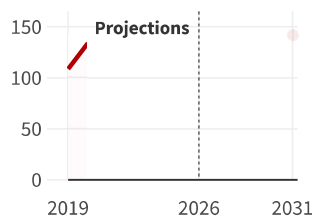
Allemagne



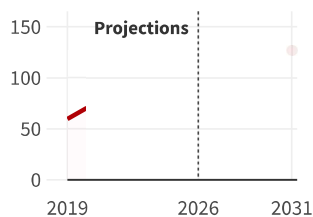
Italie



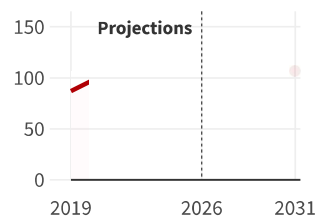
Etats-Unis



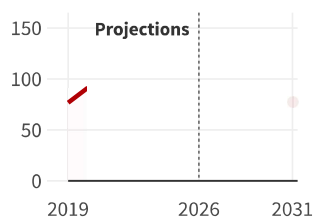
Chine



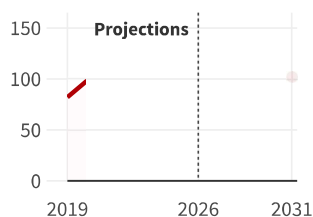
Brésil



Inde



A l'échelle mondiale



« LES ECHOS » / SOURCE : FMI

A regarder les statistiques, les chiffres donnent le vertige. Surtout pour les deux plus grandes économies mondiales. D'ici à 2031, la dette publique des Etats-Unis va s'envoler à 142 % du PIB américain. De ce fait, le FMI a averti, mercredi à l'occasion de la publication du [moniteur des finances publiques](#), que l'augmentation des émissions de dette américaine compromettrait le statut de valeur refuge dont bénéficient traditionnellement

les bons du Trésor américain auprès des investisseurs, et pouvait alimenter une hausse générale des coûts d'emprunt à l'échelle mondiale.

### « **Aucun progrès significatif** » dans le redressement des budgets

La Chine, deuxième puissance économique mondiale, va aussi voir son ratio exploser pour passer de 99 % du PIB l'an passé à près de 127 % en 2030. **La France n'est pas en reste** puisque le sien va grimper de 116 % à 120,7 % sur la même période. **La vertueuse Allemagne**, dans une meilleure position, n'échappera pas à la règle et ne respecterait même plus les critères du pacte de stabilité européen avec un ratio de près de 74 % du PIB en 2031.

Dans leur analyse, les experts du FMI regrettent que les efforts pour redresser la barre n'aient guère été entrepris lorsque la conjoncture le permettait. « Même lorsque les économies se sont redressées, les situations budgétaires ne l'ont pas été. La croissance mondiale était pourtant robuste en 2025, mais aucun progrès significatif n'a été constaté dans le redressement des budgets », souligne Rodrigo Valdés.

Résultat : les déboursements au titre du paiement des intérêts sur la dette, en seulement quatre ans, sont passés de 2 % du PIB mondial à 3 %, les gouvernements refinançant la dette arrivant à échéance à des taux d'intérêt plus élevés qu'auparavant.

### **Détérioration durable**

Comme le souligne le Fonds, l'écart entre les soldes primaires (le paiement des intérêts est exclu du calcul du déficit ou de l'excédent) et les niveaux nécessaires à la stabilisation de la dette a quasiment disparu par rapport à la situation constatée dix ans auparavant, où il existait une marge de manoeuvre de plus de 1 % du PIB. En clair, c'est à une détérioration structurelle (durable) et non plus simplement conjoncturelle (passagère) des comptes publics à laquelle nous assistons.

Les dépenses de sécurité, les prestations sociales, les coûts de la transition climatique et énergétique, et la hausse des charges d'intérêts ont exercé une pression constante sur les budgets, tandis que les recettes n'ont pas suivi le même rythme. Dans un tel contexte, attendre que la croissance économique puisse redresser les comptes publics « est une stratégie très risquée », avertit le Fonds.

La pression sur les finances publiques a été d'autant plus forte que ces dernières années, **les tensions protectionnistes et la fragmentation géopolitique internationale** ont poussé les gouvernements à mettre en place des subventions industrielles et des mesures de soutien à leur commerce dont les retombées en termes de productivité pour leur économie et leur croissance sont loin d'être évidentes, selon le FMI.

**Richard Hiault**